

Pour un modèle de développement social axé sur la coresponsabilité pour le bien-être de tous

Contribution à un débat et une coopération à l'échelle internationale

Proposée suite au 6^{ème} séminaire-formation des dynamiseurs SPIRAL du 3 au 8 avril 2018

Considérant que le modèle des aides sociales distribuées individuellement par l'administration n'est pas adapté aux situations des populations isolées des services publics, que ce soit en milieu rural éloigné ou en milieu urbain dans les quartiers ne disposant pas encore de plan d'urbanisation effectif et où se trouve concentrée la majorité des personnes en difficulté et considérant notamment que :

- les services publics ne sont souvent pas en mesure de répertorier ces personnes tandis que **les habitants vivant dans ces villages et quartiers ont une connaissance fine de leur situation et de leurs besoins sociaux;**
- au-delà d'une aide financière **l'aide sociale passe par la (re)construction locale de liens sociaux de solidarité et de coopération, et de la confiance en soi** qui sont des moteurs essentiels à l'insertion sociale et économique;
- **la gestion de l'aide sociale au niveau des communautés locales contribue à renforcer ces liens sociaux** de solidarité et la cohésion sociale ;

Et prenant en compte les effets positifs d'une démarche décentralisée au niveau des villages et quartiers comme celle développée depuis l'année 2000 au Cap Vert dans le cadre du Programme National de Lutte contre la Pauvreté Rurale (PLPR) puis du POSER, consistant à déléguer à des associations d'habitants villageoises les priorités et décisions sur l'utilisation des ressources destinées à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ce qui permet :

- **un meilleur ciblage des populations les populations les plus nécessiteuses** comme le reconnaît dans ses différents rapports le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) qui cofinance ces programmes ;
- **la valorisation des aides reçues pour l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées** (accès à un habitat décent, accès à l'eau, conditions sanitaires, santé, éducation des enfants, conditions de démarrage d'activités économiques viables et durable, énergie, etc.) ;
- **une grande efficacité des aides** grâce à la participation directe de la population réduisant drastiquement les coûts de distribution et d'investissement ;
- **un développement local plus équilibré** se traduisant par l'amélioration des infrastructures et des services, une réelle réduction de la pauvreté et la fixation des populations sur place, voire le retour de ceux qui ont dû émigrer en ville ou à l'étranger ;
- **un renouveau** des liens sociaux et des compétences des habitants pour analyser les problèmes et apporter les réponses plus pertinentes en ayant la possibilité de suivre les processus et les résultats ;

Les personnes signataires de ce document :

- 1- appellent à un débat au niveau international avec les gouvernements et bailleurs de fonds pour une gouvernance plus adéquate des aides sociales et des aides au développement s'appuyant sur le capital humain et social des villages et quartiers des villes ;

- 2- à cette fin proposent de promouvoir l'auto-organisation des populations pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion et pour les objectifs du développement durable, par la constitution d'associations des habitants travaillant en partenariat avec les services de l'Etat, et ceci en s'appuyant, quand cela est possible, sur des nouvelles technologies (Smartphones et autres) qui facilitent des formes nouvelles de gestion des données et de la communication ;
- 3- proposent la constitution d'un groupe de pays ou régions intéressés à expérimenter cette démarche afin d'apprendre ensemble et échanger leurs savoirs faire, notamment en termes de formation (des dirigeants et facilitateurs des associations locales), de méthodes de suivi et de cadres légaux ;
- 4- invitent les organismes internationaux d'aide au développement et bailleurs de fonds à appuyer ces expérimentations et leur mise en réseau afin qu'elle puisse servir de source d'inspiration à d'autres gouvernements.

Signataires :